

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



ISSN: 2521-2125

RIGES

**Numéro 1
Janvier 2017**



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Maître de Conférences à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel Kanga**, à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT Asseypo Antoine**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO N'Guessan Jérôme**, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ Koffi Ayéchoro**, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO Michel**, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANOHI Kouassi Paul**, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO Kokou Henri**, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP Amadou**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW Amadou Abdoul**, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP Oumar**, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU Anselme**, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY Assa Théophile**, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU Kudzo**, Maître de Conférences, UL (Togo)

EDITORIAL

Créée pour participer au développement de la région au Nord du "V baoulé", l'Université de Bouaké aujourd'hui dénommé Université Alassane OUATTARA a profondément été marquée par la longue crise militaro-politique qu'a connu notre pays et dont les effets restent encore gravés dans la mémoire collective.

Les enseignants-chercheurs du Département de Géographie, à l'instar de leurs collègues des autres Départements et Facultés de l'Université Alassane OUATTARA, n'ont pas été épargnés par cette crise. Nombreux ont été sérieusement meurtris et leur capacité à surmonter les difficultés a consisté à se réfugier dans leurs productions scientifiques.

Après avoir fonctionné en tronc commun Histoire et Géographie pendant plus de 10 ans, le département de Géographie a acquis le désappareillement en 2010. Les défis pour ce tout jeune département étaient énormes. Il s'agissait, entre autres, de dynamiser les activités de formation et de recherche et d'assurer un environnement propice à la promotion des collègues aux différents grades du CAMES. Pour y parvenir, il était nécessaire de mettre en place un support de diffusion des résultats des recherches menées dans le département. Celles-ci s'articulent globalement autour des problématiques de mobilité durant les longues années de crise, des recompositions spatiales dues à ces mouvements, des reconversions agricoles, des problèmes d'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'alimentation, des problèmes environnementaux et ceux liés au réchauffement climatique et leurs conséquences planétaires, etc.

Dénommée Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes, ce support scientifique vient donc renforcer la visibilité des résultats des travaux de recherche menés dans notre discipline et les sciences connexes. La revue accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

COMITE DE LECTURE

- **KOFFI Brou Emile**, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- **ASSI-KAUDJHIS Joseph P.**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **BECHI Grah Félix**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **MOUSSA Diakité**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- **VEI Kpan Noël**, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)

Sommaire

MISE EN VALEUR DES BAS-FONDS ET CONFLITS DANS LE DISTRICT DE YAMOOUSSOUKRO	6 .
ZOGBO Zady Edouard, ASSI-KAUDJHIS Narcisse B., ASSI-KAUDJHIS Joseph P.	
LE SECTEUR DE LA TELEPHONIE MOBILE CELLULAIRE ENTRE UN REMPART CONTRE L'ANEANTISSEMENT SOCIAL ET UN MARQUEUR SPATIAL DE LA VILLE DE YAMOOUSSOUKRO	19
LOUKOU Alain François, DJOMO Armel Konan Kouassi	
ADMINISTRATION ELECTRONIQUE PUBLIQUE DANS LE DEPARTEMENT DE BOUAKE ENTRE PROMESSE ET REALITE	35
LOUKOU Alain François, KONÉ Kapiéfolo Julien	
LES IMPACTS DE LA DECENTRALISATION SUR L'ESPACE RURALE DE LA COMMUNE DE BOUAKE	48
YEO Bêh, BOHOUSSOU N'Guessan Séraphin	
LA PRODUCTION MARAICHERE PERI-URBAIN A BOUAKE : DYNAMISME DES ACTEURS ET FONCTIONS	66
KOUAME Amany Richard, VEI Kpan Noël, YAO N'guessan Fabrice	
PRESSIONS ANTHROPIQUES ET DYNAMIQUE DU COUVERT VEGETAL DANS LA SOUS-PREFECTURE DE KATIOLA	78
AGOUALE Yao Julien, VEI Kpan Noel, AFFRO Mathieu Jonasse	
MOBILITE DES ETUDIANTS DE L'UNIVERSITE ALASSANE OUATTARA : DU LIEU DE RESIDENCE A L'UNIVERSITE.....	87
OUSSOU Anouman Yao Thibault, VEI Kpan Noel	
USAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR L'ENSEIGNEMENT (TICE) DANS LES ETABLISSEMENTS TECHNIQUES DE LA REGION DE GBEKE	97
KOFFI Yao Julien, LOUKOU Alain François	
MOUVEMENTS ESTUDIANTINS ET ENJEUX TERRITORIAUX A L'ECHELLE DE L'ESPACE UNIVERSITAIRE DE BOUAKE ET DALOA	109
GUEDE One Enoc, AKOUE Amiry Saint-Luc Dieudonné, KOUASSI Konan, ASSI-KAUDJHIS Joseph P.	

LES FACTEURS DE RISQUES ECOLOGIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES ASSOCIES AU PALUDISME DANS LA VILLE DE BOUAKE.....122

BRISSY Olga Adeline, KRAMO Yao Valère, KOUASSI Konan, ASSI-KAUDJHIS Joseph P.

PERTURBATIONS PLUVIOMETRIQUES ET RIZICULTURE DANS LA REGION DE PORO, NORD DE LA COTE D'IVOIRE137

TOURE Adama, KANGA Kouakou Hermann M., ASSI-KAUDJHIS Joseph P.

PROJETS PISCICOLES ET DYNAMIQUE DES PRATIQUES PAYSANNES DANS LE QUART SUD-OUEST IVOIRIEN153

Kadjo Henri-Joel NIAMIEN, Guy Roger Yoboue KOFFI, Yao-thimoté NIAMIEN,Joseph P. ASSI-KAUDJHIS, Marc OSWALD

LA CHASSE TRADITIONNELLE DE CONTRE-SAISON, UNE ACTIVITE AUX RETOMBEEES ECONOMIQUES IMPORTANTES POUR LES PAYSANS RIVERRAINS DU PNFM DANS LA REGION CENTRALE DU TOGO 168

OURO-GBELE Zoulkoufoulou, SOKEMAWU Koudzo

**MOUVEMENTS ESTUDIANTINS ET ENJEUX TERRITORIAUX A L'ECHELLE DE
L'ESPACE UNIVERSITAIRE DE BOUAKE ET DE DALOA**

GUEDE One Enoc

Doctorant

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

E-mail : enocguede65@gmail.com

AKOUE Amiry Saint-Luc Dieudonné

Doctorant

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

E-mail : saintlucakoue@hotmail.com

KOUASSI Konan

Maitre-Assistant

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

E-mail : kouassikonan50@yahoo.fr

ASSI-KAUDJHIS Joseph P.

Maitre de conférences

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

E-mail : jkaudjhis@yahoo.fr

Résumé

Cette étude vise de façon générale à analyser l'évolution des mouvements estudiantins ivoiriens dans le temps et dans l'espace. De façon spécifique, elle permet de mettre en lumière les enjeux de l'emprise territoriale et les implications de cette emprise des mouvements estudiantins sur les territoires universitaires de Bouaké et de Daloa, au point de susciter des rapports de forces sur ces micro-territoires. En effet, des pratiques illégales, des rapports conflictuels, et même tragiques sont entretenus par les mouvements estudiantins à l'échelle des territoires universitaires de Bouaké et Daloa en raison des enjeux économiques avec en arrière-plan les partis politiques. Car, dans le souci d'impacter une frange importante de la jeunesse, les partis politiques vont se servir des mouvements estudiantins et en retour les membres de ces syndicats, encouragés par l'onction et la caution des partis politiques, vont exploiter cette situation pour se forger un charisme de leader à travers la domination et le contrôle des espaces universitaires. Face aux stratégies de marquages territoriales que déploient les mouvements estudiantins sur ces territoires et aux différents rapports hégémoniques entre les acteurs, cette étude va nous permettre de cerner les enjeux qui conditionnent le marquage territorial des mouvements estudiantins.

Mots-clés : Syndicalisme, mouvement estudiantin, territoire universitaire, rapport hégémonique, micro-territoire.

Abstract

This study aims generally to analyze the evolution of Ivorian student movements in time and space. Specifically, it allows us to highlight the stakes of the territorial influence and the implications of this influence of student movements on the academic territories of Bouaké

and Daloa, to the point of arousing power relations on these micro-territories. Indeed, illegal practices, conflicting and even tragic relations are maintained by student movements on the scale of the academic territories of Bouaké and Daloa because of the economic stakes with the political parties in the background. For the sake of impacting an important segment of the youth, the political parties will use the student movements and in return the members of these unions, encouraged by the anointing and the guarantee of the political parties, will exploit this situation to forge a leadership charisma through the domination and control of academic spaces. Faced with the strategies of territorial markings deployed by the student movements on these territories and the different hegemonic relationships between the actors, this study will enable us to identify the stakes that condition the territorial marking of student movements.

Keywords: Unionism, student movement, academic territory, hegemonic report, micro-territory.

Introduction

L'an 1990 marque l'avènement d'importants mouvements de contestations en Côte d'Ivoire. Au nombre des protestations on note le ras-le-bol d'Avril 1990 exprimé par une importante proportion de jeunes scandant des propos injurieux à l'encontre du Président Félix H. Boigny. Dans l'univers musical, le *Zouglou* à travers les thèmes véhiculés va relayer les contestations et revendication de la jeunesse scolaire et estudiantine. Autre fait majeur de la décennie 90, la combinaison de la faillite du parti unique aux effets pervers de la crise de la crise économique mondiale et au discours de la Baule va engendrer un explosif cocktail du paysage politique et inaugurer une nouvelle ère politique en Côte d'Ivoire dans laquelle le rôle joué par la jeunesse estudiantine sera capital ou vaudra son pesant d'or. Dans cette vague de contestation, on assiste à la naissance de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) sur les ruines du Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) que l'on voyait comme l'appendice du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) en milieu estudiantin. Ainsi, par le truchement des mouvements estudiantins les jeunes auront une forte implication dans le microcosme politique.

Aujourd'hui, le syndicalisme estudiantin se présente comme un tremplin ou encore comme le passeport pour tout jeune² désireux intégrer la haute sphère des décisions politiques. Car créées à l'origine pour mener des actions apolitiques, ces associations syndicales se muent en moteurs et en défenseurs des idées des partis politiques avec lesquels ils établissent un rapport d'échange.

A partir d'observations et d'entretiens réalisés auprès de 286 étudiants, il tente dans une approche comparative, d'analyser les enjeux territoriaux suscités par la présence des mouvements estudiantins à l'échelle des espaces universitaires. Comme champ d'enquête, cet article s'appuie sur les universités Alassane OUATTARA (UAO) et Jean Lorougnon GUEDE (UJLOG). Ce choix trouve sa justification dans le fait de savoir si la conquête des

²A ce sujet, Guillaume Kigbavori SORO et Charles Blé GOUDE, sont la parfaite illustration de nos propos. Ces derniers, après s'être forgé un charisme de leader en occupant les hautes responsabilités de la FESCI (de 1995 à 1998 pour le premier et de 1999 à 2001 pour le second), ont fait leur entrée en politique. A eux, s'ajoute Karamoko YAYORO qui fut membre du bureau exécutif de la FESCI avant d'être militant du RDR et Président du parti politique.

espaces à l'intérieur de ces deux entités par les mouvements étudiantins, épouse la même trajectoire que ce à quoi nous avons droit à l'Université Félix Houphouët Boigny.

Malgré les mesures d'interdictions prises par les autorités à l'encontre de ces mouvements d'étudiants, leur emprise reste encore palpable sur les espaces universitaires notamment ceux de Bouaké et de Daloa. Cette quête hégémonique visée par chaque mouvement étudiantin sera à l'origine de rivalité d'influences sur ces territoires universitaires.

- Comment les mouvements étudiantins ont conquis l'espace universitaire en Côte d'Ivoire?

- Quelles sont les recompositions territoriales induites par l'essor des mouvements étudiantins sur les espaces universitaires de Bouaké et de Daloa ?

- Quels sont les enjeux de la recomposition territoriale des espaces universitaires de Bouaké et de Daloa ?

Cet article se propose de comprendre les enjeux de l'emprise territoriale des mouvements étudiantins sur les espaces universitaires de Bouaké et de Daloa ou d'examiner les logiques qui sous-tendent l'implantation des mouvements étudiantins.

Matériels et méthodes

Pour le choix des mouvements, nous avons procédé par choix raisonné. Sur les 25 mouvements étudiantins, seulement la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire(FESCI), Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire(CEECEI), AGECEI (Association Générale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire) et Union Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (UNESCI) ont fait l'objet d'investigation.Ce choix a été possible grâce aux critères que nous nous sommes fixés. Ensuite, avoir au moins un « quartier général »soit à l'université Alassane OUATTARA (UAO) ou à l'université Jean Lorougnon GUEDE (UJLOG). Enfin, avoir au moins 20 militants. Ainsi, nous avons procédé à des observations directes, par des entretiens avec les représentations des mouvements étudiantins à Bouaké et à Daloa.Pour mieux cerner les similitudes et les différences dans les actions des mouvements étudiantins, nous avons utilisés la méthode comparative. Il convient de noter que nous avons procédé à un traitement manuel des données, des entretiens et autres données recueillies avant d'utiliser l'outil informatique pour la saisie, les calculs de proportions et les graphiques (WORD, EXCEL).Enfin, la restitution cartographique s'est fait grâce au logicielQ.GIS 2.0.1.

Résultats et discussion

1. Chronologie des mouvements étudiantins ivoiriens de 1946 à 2011

1.1 Les mouvements étudiantins de la période coloniale de 1946 à 1959

Depuis l'avènement des mouvements étudiantins en 1946 dans l'espace universitaire, cet espace continue de nos jours à être objet de convoitise et de conquête entre les différents mouvements étudiantins pour son contrôle.

L'AGECEI a été la première organisation estudiantine créée en Côte d'Ivoire sous l'ère coloniale. Elle fut créée en 1946. Après 10 années d'existence, elle fut dissoute en 1956. Celle-ci a été structurée en deux sessions. Elle est composée de la session locale basée en Côte d'Ivoire et la session internationale implantée en France. Mais, le fonctionnement de

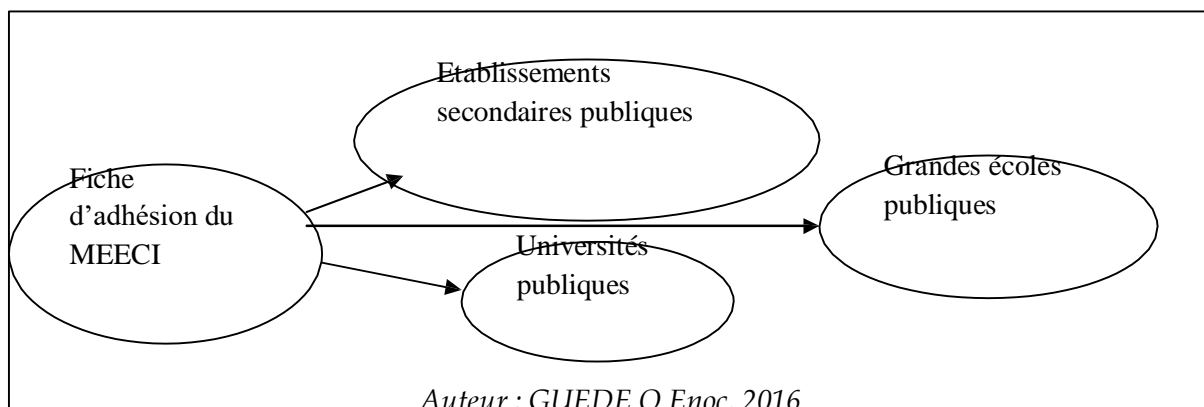
l'AGEECI a été entravé par les querelles internes. Ces querelles sont étroitement liées aux enjeux politiques. Celles-ci sont imputables à la volonté manifeste du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire et du Parti Communiste Français de contrôler ce mouvement étudiant. Le schisme au niveau de ce mouvement étudiant a favorisé sa dissolution en 1956 par le parti unique. C'est ainsi qu'après la dissolution de l'AGEECI, l'UGECI a été créé en 1956 (YACOUBA. K, 2003). Le fonctionnement adéquat de cette structure a été également entravé par les divisions internes. La section de l'UGECI basée en France s'est singularisée par son intransigeance à l'égard du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Cela entraîna une opposition entre les deux sections de ce mouvement d'étudiant jusqu'à sa disparition (HAUHAUOT. A, 2015).

1.2 Les mouvements étudiants de 1960 à 1988

A partir de 1964, l'UNEECI (Union Nationale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire) succéda l'Union Nationale des Etudiants de Côte d'Ivoire (UNECI). Cette structure avait pour particularité de prendre en compte l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur (PROTEAUL, 2002). Ce mouvement a été dissout en 1968 à cause des querelles internes (intestines). Tout comme les mouvements étudiants précédents, l'UNEECI a été fragilisé par la volonté de récupération politique et va se disloquer en deux blocs. Le premier bloc était constitué des partisans inféodés au parti unique. Tandis les partisans du second bloc réclamaient une autonomie vis-à-vis de ce parti. La confrontation entre les deux tendances au sein de l'UNEECI a contribué à sa dissolution en 1968 par les autorités ivoiriennes qui favorisèrent (encouragèrent) par la suite la création du Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI). Cette dissolution intervient à l'issue d'un congrès interminable (VALY.T.C, 1979).

A la différence des autres mouvements étudiants, qui ont connu une courte période d'existence, le MEECI a régné dans le domaine de l'enseignement secondaire et supérieur durant une période estimée à environ 20 ans. L'adhésion à ce mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire inféodé au PDCI était obligatoire dans les établissements d'enseignements secondaires publics et supérieurs (HAUHAUOT. A, 2015). La figure 1 indique les territoires de promotion de MEECI de 1968 à 1988.

Figure 1 : Lieux de promotion obligatoire du MEECI de 1968-1988

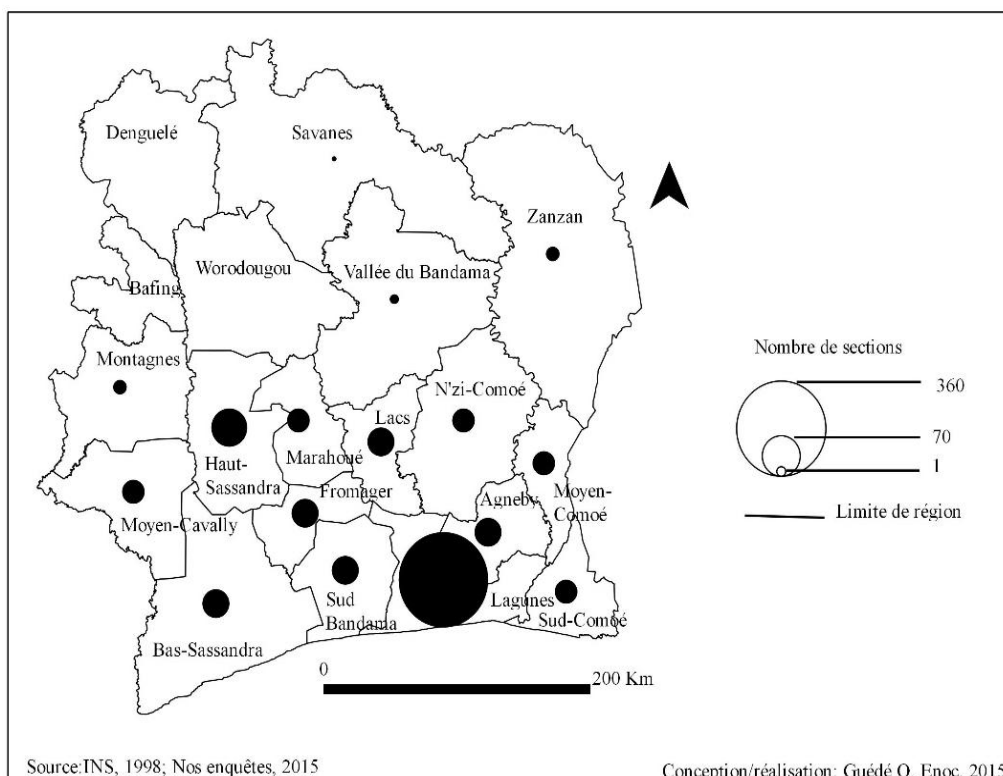


Mais cette domination incontestée du milieu scolaire et étudiantin ivoirien par le MEECI a été affectée par l'avènement de la crise économique à partir de 1980. En effet, la chute des prix des matières premières notamment le café et le cacao ont contraint la Côte d'Ivoire à s'engager dans la mise en œuvre des programmes d'ajustements structurels. Cette situation a surtout favorisé l'entropie du système universitaire à travers la suppression des nombreuses prestations sociales des élèves et étudiants et les restrictions budgétaires. Des mouvements de grèves spontanés échappant au contrôle du MEECI ont été engagés à partir de 1988 par des mouvements étudiantins clandestins tels que l'Organisation Nationale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire(ONEECI), l'Union des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (UEECI), la Conscience Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (CESCOCI) et le Syndicat des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (SEECI) qui tentent de sortir de l'ornière tracée par leurs prédécesseurs. Ces mouvements étudiantins ont pris une part active dans la contestation sociale en Côte d'Ivoire durant cette période. Ces quatre mouvements étudiantins de la période 1988-1990 se sont fusionnés le 21 Avril 1990 pour donner naissance à la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI).

1.3 Les principaux mouvements étudiantins depuis 1990

A la faveur d'importants mouvements de contestation contre le pouvoir unique, la FESCI voit le jour dans l'optique de fédérer les forces et les ambitions de la jeunesse scolarisée. Dès son avènement, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) se positionne comme le porte-voix des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire. Sa proximité avec l'opposition ivoirienne entraîne des rapports conflictuels avec les autorités ivoiriennes jusqu'en 2000. Mais avec l'arrivée au pouvoir du Front Populaire Ivoirien (FPI), la FESCI a connu une véritable domination territoriale dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur de la Côte d'Ivoire (WARABA-DAH-DJI, 2010). Ce qui coïncide avec la perte d'influence du PDCI et la quasi-disparition du MEECI dont il était l'appendice. La carte 1 indique la répartition régionale de l'effectif des sections de la FESCI en 2008.

Carte 1 : Répartition régionale du nombre de sections de la FESCI en 2008



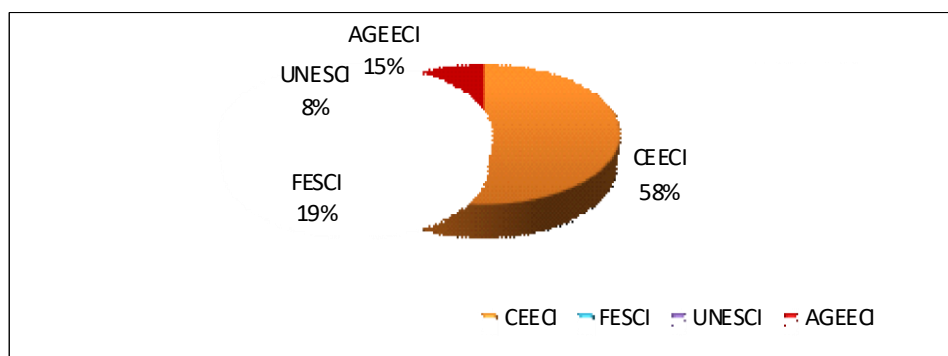
Avec la crise militaro-politique de 2002 qui a scindé la Côte d'Ivoire en deux territoires (zone gouvernementale et zone sous contrôle des forces nouvelles) les assises territoriales de la FESCI étaient essentiellement représentées dans la zone gouvernementale. Cette structure inféodée au Front Populaire Ivoirien ne pouvait pas contrôler les espaces scolaires et universitaires implantés dans la zone située sous le contrôle des forces nouvelles. Durant cette période d'hégémonie de la FESCI, des mouvements estudiantins tels que l'Association Générale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (AGEECI), l'Union Estudiante et Scolaire de Côte d'Ivoire (UNESCI), le Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (CEECI) ont été créés. Cependant, ceux-ci ont été phagocytés sous le poids influant de la FESCI. Mais à partir de 2011 avec la chute du régime de la refondation, la FESCI a connu un déclin. En effet, de plus de 1000 sections en 2008, cette organisation compterait environ 18 sections en 2015. Ainsi, depuis 2011 on assiste à recomposition du territoire des mouvements estudiantins à l'échelle des espaces universitaires ivoiriens.

2. Les assises territoriales des mouvements estudiantins sur les espaces universitaires de Bouaké et Daloa

2.1 L'hégémonie du CEECI à l'université Alassane OUATTARA

L'université Alassane OUATTARA renferme plusieurs mouvements estudiantins dont les principaux sont la FESCI, l'UNESCI, l'AGEECI, et le CEECI. La figure 3 indique la répartition de la proportion des militants de ces mouvements estudiantins.

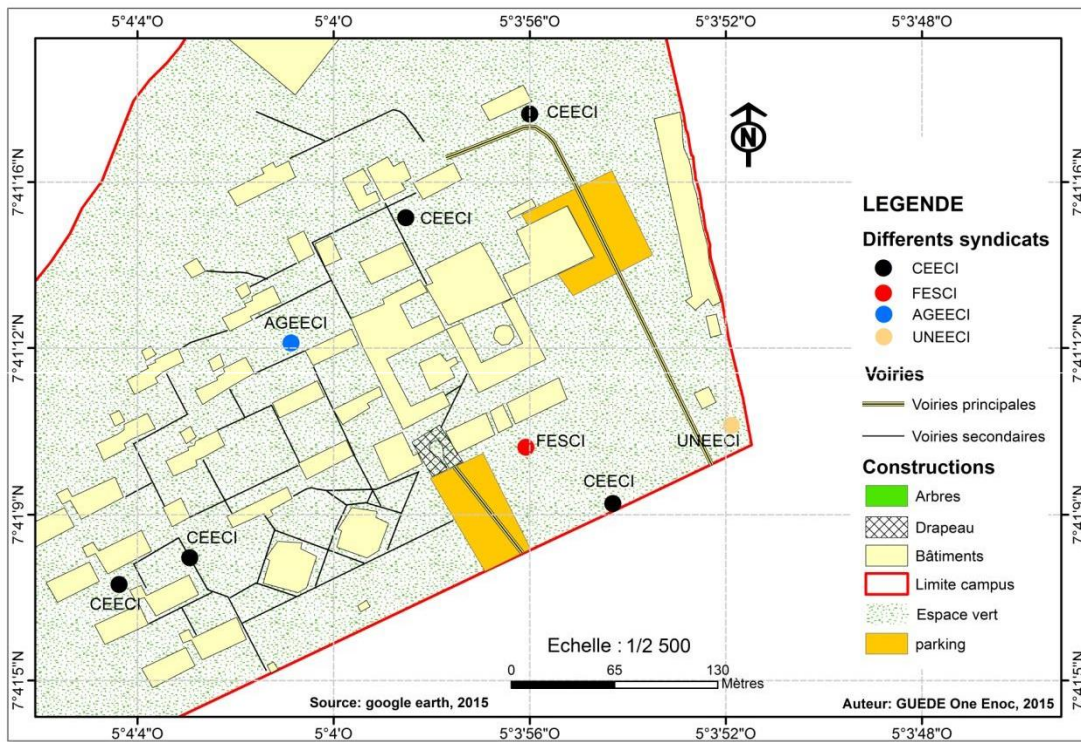
Figure 3 : Proportion des militants des principaux mouvements estudiantins à l'UAO



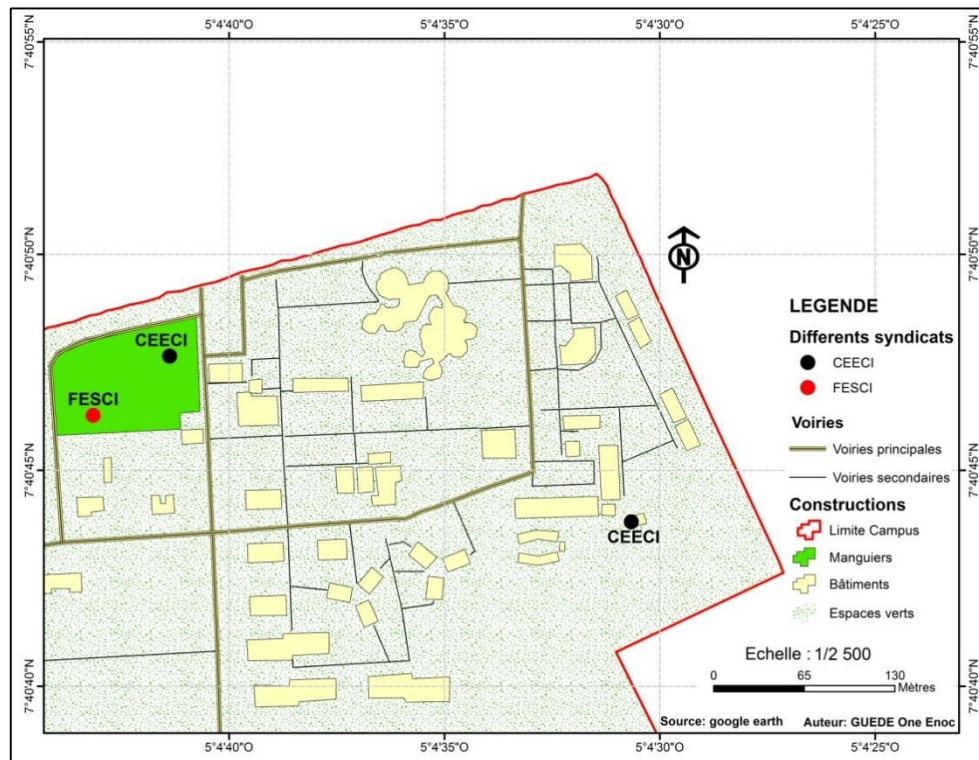
Sources : FESCI, AGEECI, UNESCI, CEECI, 2015

Le CEECI est le mouvement estudiantin le plus représentatif à l'Université Alassane Ouattara (Bouaké). De ce fait, il est à mesure d'organiser ses militants dans le but de s'arroger une importante emprise spatiale et un contrôle du milieu universitaire. Cette structure détient de fait, le monopole de la gestion des rangs d'accès au site « *juteux* » tels que les restaurants universitaires et le lieu de paiements des bourses et des secours financiers. Cette structure nourrit également la volonté manifeste de contrôler l'occupation des places au niveau des amphithéâtres par le biais des délégués de niveau souvent acquis à leur cause. Les cartes ci-après indiquent les localisations des quartiers généraux des mouvements estudiantins implantés à l'Université Alassane Ouattara.

Carte 2 : Localisation des quartiers généraux des mouvements étudiants à l'échelle du campus 1 de l'UAO



Carte 3 : Localisation des quartiers généraux des mouvements étudiants à l'échelle du campus 2 de l'UAO



Les cartes précédentes révèlent la prédominance des quartiers généraux de la CEECI à l'Université Alassane OUATTARA. Le campus 1 de l'Université Alassane Ouattara abrite 8 quartiers généraux dont 5 appartiennent à la CEECI. Les 3 autres quartiers généraux sont respectivement détenus par la FESCI, l'UNESCI et l'AGEECI. Ensuite au campus 2 sur les trois quartiers généraux présents, le CEECI détient deux quartiers généraux contre un seul pour la FESCI. Le nombre élevé de quartiers généraux du CEECI (7 quartiers généraux) illustre la forte représentativité territoriale de ce mouvement étudiant à l'échelle du territoire universitaire. Les quartiers généraux représentent les assises territoriales de ces mouvements étudiants. La présence des pancartes au niveau des quartiers généraux symbolise l'appropriation territoriale. Les photos ci-après indiquent les pancartes des différents mouvements étudiants qui dominent le territoire universitaire à Bouaké.

Photo 1 : Pancarte UNESCI campus1 UAO



Photo 2 : Pancarte AGEECI campus 1 UAO



Cliché : GUEDE O Enoc, juillet 2015

Photo 3 : Pancarte CEECI-SED campus1 UAO



Photo 4 : Pancarte CEECI-CMS campus2 UAO

UAO



Cliché : GUEDE O Enoc, juillet 2015

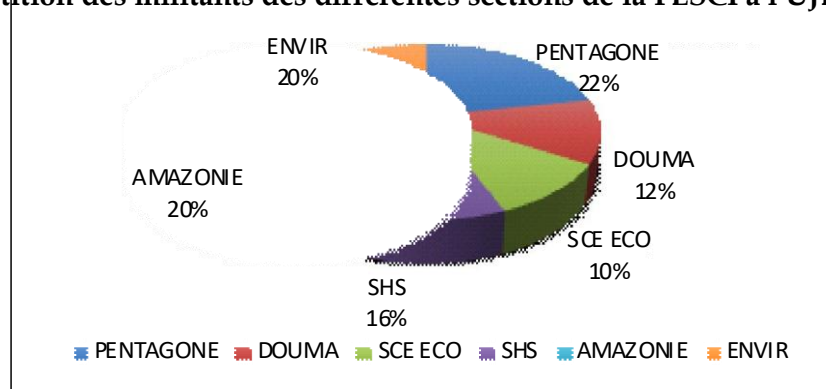
L'absence de pancarte de la FESCI sur ce territoire universitaire illustre sa fébrilité. Nos investigations révèlent que les pancartes de ce mouvement étudiant ont été démantelées à l'issue des confrontations avec le Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (CEECI). Par contre, la FESCI demeure le véritable acteur de gestion de l'espace universitaire à Daloa.

La localisation de ces quartiers généraux s'inscrit dans une logique de contrôle des services sociaux implantés sur le territoire universitaire. Au campus 1, de l'Université Alassane Ouattara, l'AGEECI et le CEECI ont respectivement leur assise territoriale à proximité des bureaux de paiement des bourses afin de pouvoir participer activement à la gestion des rangs conduisant au guichet de paiement. Les quartiers généraux du CEECI sont généralement implantés à proximité des restaurants universitaires afin de contrôler les rangs de restauration.

2.2 L'hégémonie absolue de la FESCI à l'université Jean Lorougnon GUEDE

Contrairement à l'université Alassane OUATTARA, l'Université Jean Lorougnon GUEDE est le territoire de domination de la FESCI. Toutes les tentatives d'implantations des autres mouvements estudiantins ont échoué. La FESCI dispose de 316 militants présents inégalement répartis (figure 4).

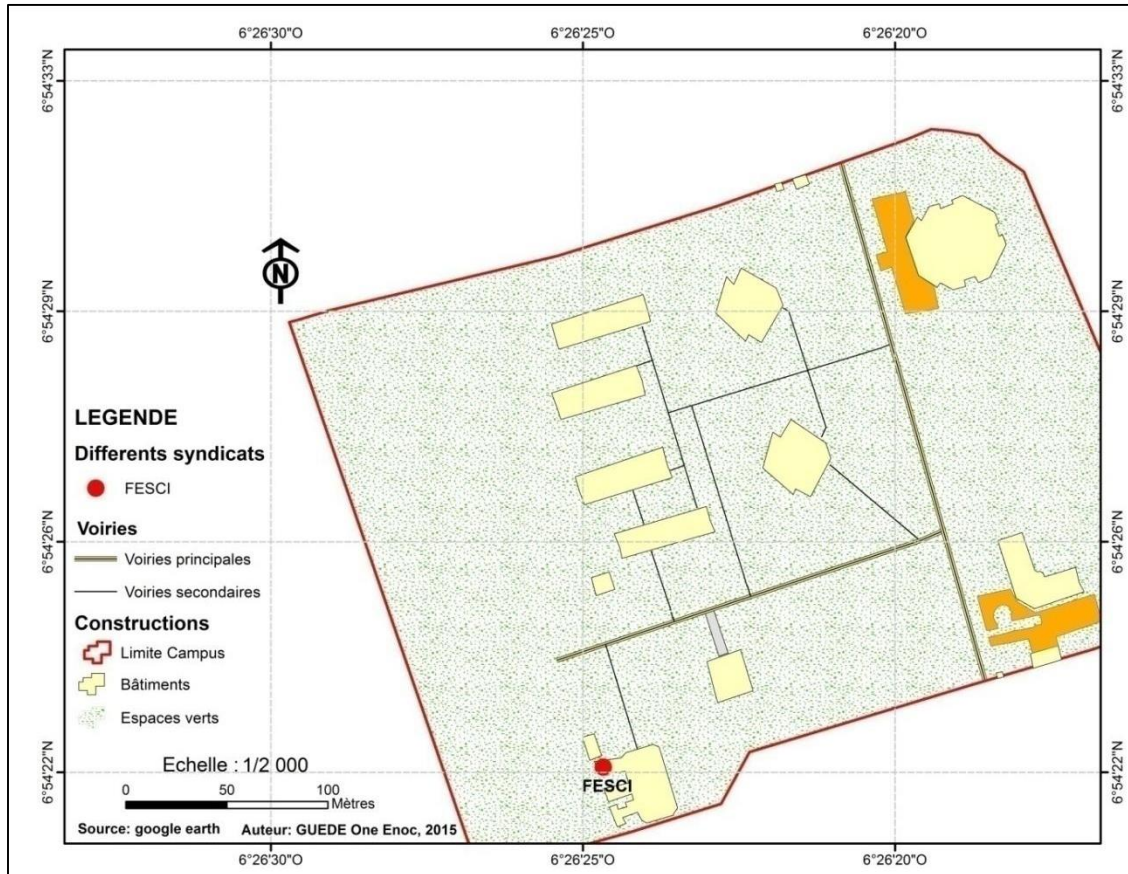
Figure 4 : Répartition des militants des différentes sections de la FESCI à l'UJLOG



Source : Coordination de la FESCI Haut-Sassandra, 2015

La section Pentagone localisée au niveau de la cité Kalilou (22%) détient plus de militant que les sections. La particularité de cette cité réside dans le fait qu'elle abrite un restaurant universitaire qui est quotidiennement ouvert pour assurer la l'alimentation des étudiants. Cette opportunité a favorisé l'adhésion massive des étudiants. La carte ci-dessous vient en illustration à nos propos.

Carte 5 : Location du quartier général de la FESCI à l'UJLOG



La FESCI dispose d'un seul quartier général à l'Université Jean Lorignon Guédé. Contrairement à l'espace universitaire de Bouaké où la faible implantation de Quartiers Généraux de la FESCI traduit l'insignifiance de son influence spatiale, à Daloa le spectacle est tout autre (carte 5) ; dans la mesure où le seul Quartier Général dont dispose la FESCI sur tout l'espace universitaire de Daloa, est le symbole de son hégémonie qui ne souffre d'aucune contestation.

Au-delà de toutes ces stratégies d'appropriation de l'espace universitaire, se cachent divers enjeux.

3. Les enjeux liés au contrôle de l'espace universitaire par les mouvements étudiants

3.1 Les enjeux économiques rattachés à l'occupation du territoire universitaire

Avant 2014, l'espace universitaire était géré à but lucratif par le CEECI. Les petits commerçants étaient installés par ce mouvement étudiant notamment les gérants de cabines téléphoniques, les vendeuses de baignés, de pains, d'eau et de jus. Les gérants de cabine étaient rançonnés quotidiennement par des montants compris entre 100F.CFA et 300 F.CFA en fonction du type d'activités. Mais depuis 2014 l'installation des commerçants se fait désormais par le CROU-B tout en trouvant un mécanisme de compensation au CEECI à travers des dons en nature comme en espèce. Outre cela, les boursiers et ceux qui bénéficient du secours financier sont sommés de s'acquitter d'un montant de 10000 FCFA par bénéficiaire. Cette pratique continue jusqu'aujourd'hui, mais le montant oscille désormais entre 5 et 10 milles. A Daloa par contre, où la FESCI règne en maître absolu, il n'y a pas

d'installation de vendeuses au sein du campus universitaire. Mais c'est surtout les commerçants aux abords des résidences universitaires qui sont sommés de payer des taxes à la FESCI et non à la mairie. Ces taxes sont versées mensuellement au secrétaire à l'environnement qui est chargé de la collecte de ces fonds. Ces taxes arbitraires sont de 500F.CFA pour les cabines téléphoniques et 5000 F.CFA pour les restauratrices. A cela s'ajoute la mise en location mensuelle des chambres qu'elles s'étaient appropriées dans les résidences universitaires en raison de 10000 par lits. Il faut noter que de toutes ces pratiques, seule l'extorsion des commerçants à proximité des résidences universitaires subsiste aujourd'hui. Car la FESCI ne dispose plus de chambre à Daloa.

Dans les amphithéâtres, le contrôle des mouvements estudiantins est perceptible à travers le rançonnement des délégués à hauteur de 1000 à 2000 F.CFA, accompagné d'un nombre de documents (10 à 20) qui leur sont gratuitement offerts et des places réservées d'office avant la tenue des cours.

3.2 Les enjeux sociaux

Théoriquement à l'UAO on a un ratio de 14 étudiants par chambre et 25 étudiants par chambre à l'UJLOG. Ainsi, pour se loger certains étudiants sont obligés de militer au sein des mouvements estudiantins qui bénéficient officieusement de chambres dans les résidences universitaires. Avant 2012, les militants du CEECI qui habitaient les résidences universitaires étaient exonérés de tout paiement. Ils logeaient gratuitement dans les chambres jusqu'à la fermeture de celles-ci pour réhabilitation en 2012. A cette même période, la FESCI disposait de chambre pour loger ses militants gratuitement. Ensuite, il faut noter que tous les étudiants ne peuvent pas s'acheter un ticket de restauration sur le long terme en raison de difficultés économiques, certains militent ainsi pour avoir accès au repas gratuitement. A Bouaké, le CEECI offre un ticket pour deux militants après la gestion des rangs de restauration. Comme on peut le constater l'adhésion à ces mouvements estudiantins est suscitée par des raisons sociales notamment se loger, se nourrir, etc.

3.3 Les enjeux politiques

Pour les partis politiques, les mouvements estudiantins constituent des acteurs pour la promotion des idées politiques et pour la maîtrise de l'espace universitaire. Il faut noter que la maîtrise de l'espace universitaire est capitale, car c'est à l'université que ce conçoit et se développe toutes sortes de théories politiques. Ainsi, le territoire universitaire de Bouaké est contrôlé par le CEECI (Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire) proche du RDR (Rassemblement Des Républicains). Par contre, le territoire universitaire de Daloa est sous domination de la FESCI (Fédération des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire) mouvement estudiantin proche du FPI (Front Populaire Ivoirien).

3.4 Confrontation hégémonique entre acteurs et jeux d'alliances

A l'université Alassane OUATTARA, on dénombre une dizaine de confrontations entre la FESCI et le CEECI depuis la réouverture des universités en 2012-2013. Nous en voulons pour preuves les confrontations FESCI-CEECI en Mai 2014 où l'on a noté plus de 5 pour ce seul mois à Bouaké faisant de nombreux blessés. Ces affrontements se sont reproduits dans les quartiers périphériques de l'Université tels que : Broukro, Zone, Ahougnanssou et

N'gattakro. Les rapports de forces observés sur ce territoire sont essentiellement dus à la remise en cause de la domination du CEECI par la FESCI. Ainsi pour ne pas subir le même sort que la FESCI, l'AGEECI et l'UNESCO sont devenues des satellites du CEECI en raison de sa domination. En plus, de l'émoi que créent les rapports de forces entre ces deux mouvements estudiantins rivaux sur le campus de cette université, on enregistre bien souvent des scènes tragiques à l'issue des affrontements violents. A cet effet, KOUASSI. K (2007) soutient que la diversité d'acteurs entraîne des conflits de compétence. L'université Jean Lorougnon GUÉDE également n'est pas en marge de ces violences. En effet, sentant son hégémonie menacée par une implantation locale du CEECI, la FESCI déclencha la bataille d'Acemont³ qui mit fin définitivement aux activités du CEECI à Daloa. Outre, les rivalités d'influences entre mouvements estudiantins, des tensions sont observées entre ces associations d'étudiants et l'administration. Par exemple, ces mouvements exigent que leur soient gratuitement attribués des chambres dans les résidences et/ou cités universitaires, des tickets de restaurations suivis d'un traitement de faveur tant dans le service qu'au niveau des tables à manger qui leur sont réservées peut importe l'affluence au restaurant. On note également plusieurs autres avantages destinés aux militants des mouvements estudiantins. Cependant l'insatisfaction de leurs exigences entraîne immédiatement des rapports conflictuels avec les instances dirigeantes des universités. On observe également sur le territoire universitaire de Bouaké des rapprochements sous forme d'alliance entre le CEECI (Comité des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire) et l'UNESCO (Union Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire) et l'AGEECI (Association Générale des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire). Ce rapprochement aurait pour objectif d'éviter les confrontations avec le CEECI mouvement le plus influent de cet espace universitaire et de renforcer la primauté du CEECI sur l'espace universitaire de Bouaké.

CONCLUSION

Depuis des décennies, l'espace universitaire ivoirien fait l'objet de compétitions pour son contrôle par les mouvements estudiantins en première ligne soutenus en arrière-plan par les partis politiques qui les ont inféodés et sont prêts à récupérer politiquement la moindre revendication des étudiants. En l'absence d'une véritable formation de la classe politique ivoirienne, le syndicalisme étudiant se positionne aujourd'hui non seulement comme un relais et un défenseur des idées des partis politiques auxquels les mouvements estudiantins sont affiliés, mais aussi comme une rampe de lancement dans l'arène politique. La rude compétition que se livrent les mouvements estudiantins sur cet espace n'est pas sans conséquence. Les actions de ces mouvements estudiantins sont bien souvent inappropriées au milieu universitaire, qui est le lieu par excellence de la formation. Les premiers mouvements estudiantins de 1948 à 1968 n'ont pas véritablement impacté le milieu étudiant en raison d'une marge de manœuvre très réduite. Selon N'DIAYE. S. A (2008), le *syndicalisme mou* entretenu par le MEECI pour le compte du PDCI était quelques fois accompagné d'intimidations et de menaces verbales pour maintenir la pensée unique voulue par les autorités de l'époque. Les revendications des mouvements estudiantins ont été radicalisées sous l'impulsion de la FESCI. Les pratiques d'appropriation et de domination des territoires universitaires reposant sur les modes opératoires fondés sur la violence et

³Résidence hôtelière à Daloa située à proximité du quartier Lobia 2.

l'intimidation favorisent l'entropie du système universitaire et l'éloignement des étudiants vis-à-vis de ces mouvements censés défendre leurs intérêts.

BIBLIOGRAPHIE

ASSI-KAUDJHIS. J. P, (2005), *Etude géographique de la production de l'aquaculture en Afrique subsaharienne : L'exemple de la Côte d'Ivoire*, université Libre de Bruxelles, Thèse, Bruxelles, 369 p.

HAUHAUOT. A, (2015), *Côte d'Ivoire, à quand la puissance éducative ?*, Nouvelle Edition Balafons, Abidjan, 159 p.

KOUADIO. M. K., (2010), *La question controversée des libertés syndicales en milieu universitaire Africain : le cas du syndicalisme étudiant en Côte d'Ivoire*, contribution au colloque d'Oran du 09-11 Mars 2010, 21p.

N'GORAN K. P., SILUE N. O, *Modes de participation des jeunes au jeu politique en Côte d'Ivoire: l'exemple des espaces de discussions de rue*, European Scientific Journal April edition vol. 8, No.8, pp 148-167.

PROTEAU. L, (1998), *La reproduction en question école, universitaire et mouvements sociaux en Côte d'Ivoire*, in « Question sociale », PUF, Paris, pp 359-375.

SALIF N. A, (2008), *A la Naissance du monstre du loch-ness ivoirien : La FESCI*, 6 p, <http://aeud.fr/A-La-Naissance-du-monstre-du-Loch.html>, consulté le 24 Mars 2015.

TRAORE. Y, (2014), *Du syndicalisme étudiant à la lutte politique : les responsables de la FESCI en Côte d'Ivoire*, in « Revue Trimestrielle des Sciences Sociales », 2 année-Numéro3, Abidjan, pp 100-108.

VALY. T. C, (1979), *L'université ivoirienne et le développement de la nation*, NEA, Abidjan-Lomé, 214.

WARABA-DAH-DJI S, (2010), *Côte d'Ivoire, il faut sauver le soldat FESCI*, l'Harmattan, Paris, 278 p.

YACOUBA. K, (2003), *Les enfants de la balle : De la FESCI aux mouvements de patriotes*, in « Politique africaine » numéro 89, Karthala, Paris, pp 40-70.